

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex
Code AIOT : 0006505256

Evry-Courcouronnes, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP)

11/13, bd Claude Chauveau
BP 46
91320 Wissous

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP) implanté 11-13 bd Claude Chauveau BP 46 91320 Wissous. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la découverte d'une forte concentration en H2S lors des travaux chemisage du réseau d'eaux usées de la communauté d'agglomération Paris-Saclay (CAPS), un signalement de la mairie de WISSOUS concernant une pollution des réseaux publics a été transmis aux services de l'inspection des installations classées de la DRIEAT/UD91, le 17 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORCA MAREE (ex WISSOUS FROID ex PREST LOGISTIQUE - ex CARLAP)
- 11-13 bd Claude Chauveau BP 46 91320 Wissous
- Code AIOT : 0006505256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Orca Marée a repris le site anciennement exploité par la société Wissous froid. L'activité principale concerne la transformation par filetage de poisson et le stockage des produits de la mer pour la restauration ou le commerce. Le site exploite un entrepôt frigorifique pour le stockage des produits de la mer.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pollution du bassin de rétention : Interdiction	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3-4°)	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	10 jours
2	Pollution du bassin de rétention : Point rejet	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3-5°)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Pollution du bassin de rétention : Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3-8°)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits sur site lors de la visite inopinée du 21/10/2025 montrent la présence d'une pollution du bassin de rétention par des hydrocarbures. Au regard de la présence d'un épais film d'hydrocarbures dans le bassin de rétention et des déclarations de l'exploitant du site, il ne s'agit pas d'un déversement accidentel.

L'inspection propose à Madame la préfète de l'Essonne de prendre à l'encontre de l'exploitant ORCA MARÉE un arrêté préfectoral de mesures d'urgence concernant l'évacuation des effluents vers un centre de traitement dûment autorisé et un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation relatives à la prévention de la pollution des milieux aquatiques.

Proposition de Mise en Demeure

Considérant que l'inspection inopinée du 21 octobre 2025 a permis de constater la présence d'une pollution importante aux hydrocarbures du bassin de rétention des eaux pluviales,

Considérant que l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux d'eau,

Compte tenu des enjeux en termes de pollution du milieu aquatique,

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à Madame la Préfète de l'Essonne de mettre en demeure la société ORCA MAREE de respecter les dispositions suivantes dans un délai d'un mois :

* l'article 2.3/5° de l'arrêté préfectoral du 11 août 2025 en équipant le site d'un réseau de collecte des eaux de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées et des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

* le point 3.1 de l'annexe I de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la

nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en disposant d'un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux ;

* l'article 2.3/8° de l'arrêté préfectoral du 11 août 2025 et l'article le point 3.1 de l'annexe I de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en procédant à une analyse de la qualité des eaux pluviales rejetées.

Proposition d'Arrêté préfectoral de mesures d'urgence

CONSIDÉRANT que les constats faits sur le site le 21/10/2025 montrent la présence d'un épais film d'hydrocarbures noirâtre dans le bassin de rétention du site,

CONSIDÉRANT qu'un la présence de ce film d'hydrocarbures constitue une pollution des eaux du bassin de rétention

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare l'existence antérieure sur le site d'une activité d'entretien et de réparation des véhicules à moteur,

CONSIDÉRANT que la présence de traces de déversements d'hydrocarbures en bordures du bassin et à quelques endroits du parking ne proviendraient pas des réseaux d'eau,

CONSIDÉRANT que les eaux du bassin sont susceptibles de rejoindre le réseau public et d'engendrer une pollution de celui-ci,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence sur le site d'un réseau de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées

Compte tenu des enjeux en termes de pollution du milieu aquatique,

Conformément aux dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, l'inspection propose à Madame la Préfète de l'Essonne de prendre un arrêté préfectoral de mesure d'urgence sans recueillir l'avis des membres du CODERST afin mettre en œuvre rapidement les mesures d'urgence proposées dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution du bassin de rétention : Interdiction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3-4°)
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : 4°) Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles lorsqu'elles sont utilisées en vue de l'alimentation humaine. Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit. Le rejet direct d'eaux de refroidissement ou de chauffage ainsi que des eaux de dégivrage provenant des circuits alimentant des échangeurs et appareillages dans lesquels circulent l'ammoniac ne peut être effectué qu'après avoir vérifié que ces eaux ne soient pas polluées accidentellement. 9°) [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est

maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) est contrôlable à tout moment

Constats :

Contexte de la visite : Suite à la découverte d'une forte concentration en hydrogène sulfuré (H_2S) lors des travaux chemisage du réseau eaux usées de la communauté d'agglomération Paris-Saclay (CAPS), un signalement de la mairie de WISSOUS concernant une pollution des réseaux publics, a été transmis aux services de l'inspection des installations classées de la DRIEAT/UD91 le 17 octobre 2025.

En effet, une visite du site a été réalisée le 13 juin 2025, par les services communaux de Wissous et la CAPS ayant conduit à l'établissement d'un procès verbal de constatation de pollution avec la réalisation d'une étude de diagnostic des rejets domestiques et non domestiques.

Constat fait par l'IIC : A la suite du signalement, l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site Orca Marée, notamment au niveau du bassin de rétention du site et a constaté la présence d'effluents représentant un épais film d'hydrocarbures noirâtre. L'exploitant n'a pas pu en expliquer l'origine. Toutefois, il indique que ces hydrocarbures semblables à de l'huile de vidange proviendraient d'une activité d'entretien de véhicule qui a été réalisée sur le site. L'état du bassin confirme un déversement d'effluents non-conformes susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'état du bassin confirme un déversement d'effluents non-conformes susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, ainsi qu'à l'environnement. Dans ces conditions, la préservation des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis. L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de l'Essonne de prescrire par voie d'arrêté préfectoral de mesures d'urgences, l'évacuation des eaux du bassin en tant que déchets dangereux vers des installations dûment autorisées à les recevoir ainsi que le curage de ce bassin afin de garantir l'absence de pollution résiduelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 10 jours

N° 2 : Pollution du bassin de rétention : Point rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3-5°)

Point 3.1 de l'annexe I de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

*5°) Les eaux usées autres que celles résultant de l'activité industrielle sont collectées séparément et rejetées selon les prescriptions sanitaires en vigueur.

Le réseau de collecte est de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

*Point 3.1 de l'annexe I de l'AMPG du 15/04/2010

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour.

Constats :

L'exploitant déclare que le site dispose d'un réseau séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être polluées des eaux pluviales. Cependant il n'est pas en mesure d'expliquer ou de déterminer l'origine de la pollution du bassin de rétention par des huiles usagées.

L'exploitant n'a pas été en mesure de localiser les points de rejets des eaux résiduaires, ni le dispositif de mesure de débit.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats faits sur le site, notamment l'état du bassin de rétention qui ne permet pas de s'assurer de la présence d'un réseau séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. L'inspection propose à madame la préfète de l'Essonne de mettre en demeure l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral de justifier de la présence d'un réseau séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et le cas échéant d'installer un réseau séparatif

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Pollution du bassin de rétention : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2015, article 2.3-8°)

Point 3.4 de l'annexe I de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

8°) Les effluents aqueux de l'établissement ne peuvent être rejetés qu'après avoir été débarrassés des débris solides éventuels, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- température inférieure à 30°C
- pH compris entre 6 et 8,5
- absence de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés,
- concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 5mg/L

Si ces effluents ne respectent pas les dispositions du présent point, ceux-ci sont éliminés conformément aux dispositions de l'annexe V du présent arrêté.

*Point 3.1 de l'annexe I de l'AMPG du 15/04/2010

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

[...]

Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

Constats :

Lors de l'inspection inopinée du 21 octobre 2025 l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des différents paramètres mentionnés au point 8 de l'article 2.3 de son arrêté préfectoral, relatif aux conditions de rejets ni du respect des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté ministériel du 15/04/2010. .

L'inspection constate la présence de débris solides dans le bassin (bouteille en plastiques, cartons, ...) ainsi que la présence d'une barrière type boudin dans le bassin permettant de retenir la pollution sur une zone.

L'inspection constate que l'état des effluents dudit bassin ne respecte pas les dispositions du point de l'arrêté préfectoral susmentionné. L'exploitant doit justifier du respect de cette prescription.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de l'état du bassin, l'inspection propose à madame la Préfète de l'Essonne de mettre l'exploitant en demeure de réaliser l'analyse des eaux du bassin afin de déterminer si les valeurs des paramètres prescrits au point 8 de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral et du point 3.4 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 sont respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois